

POLITIQUE



Résultats des municipales

La Coalition des 14 en veut plus

Comme il fallait s'y attendre les partis de l'opposition togolaise commencent à exprimer leur insatisfaction par rapport aux résultats des élections municipales. Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson...

PAGE 3

ETRANGER



Bénin / Crise post-électorale

L'Eglise poursuit sa médiation

Face à la crise post-électorale, l'Eglise catholique a proposé et entamé une médiation entre l'opposition et le pouvoir. Commencée depuis le 3 juin, elle se poursuit. Toute la journée de lundi, le clergé béninois a organisé une série de rencontres.

PAGE 4

Edem Kodjo

Une autre victime des « fake news »

Qui faut-il accuser ? Les nouvelles technologies d'informations et de la communication ou les réseaux sociaux ?

PAGE 9

Portrait

Françoise GNOFAM en croisière pour le bien-être de la Femme et de l'enfant déshérité



PAGE 7



Braquages à répétition à Lomé

Le Gal. Yark Damehame appelle à une synergie entre les forces de sécurité et la population

Le général de brigade Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile lors d'une rencontre avec la presse mardi dernier à Lomé, s'est largement prononcé sur les cas de braquage à répétition qui ont cours ces derniers temps à Lomé.

PAGE 3

ECHOS DE LA CONFERENCE DES EVEQUES DU TOGO

Comme une odeur de grève aux universités de Lomé et Kara

Dans les universités de Lomé et de Kara, le pari d'une année universitaire apaisée a été presque réussi. Mais seulement, quelques jours avant le début des examens de fin de semestre, les enseignants sont sortis de leur mutisme et mettent par la même occasion, une énorme pression sur le gouvernement qui est longtemps resté silencieux face à leurs revendications.

Le timing est mal choisi certes, mais en même temps, c'est une opportunité en or pour le corps des enseignants de faire la pression nécessaire pour aiguillonner le gouvernement. Pendant que les étudiants des deux universités publiques du Togo se préparent à aborder ...

PAGE 3



 SOMMAIRE	Union Africaine Pour avoir été l'un des tout premiers à avoir ratifié la Zleca, le Ghana abritera le siège  P 4	Energie La SFI s'engage pour le développement des centrales solaires  P 5	Bien-être Le sport ne fait pas toujours perdre du poids  P 10	Les bonnes perspectives de l'économie togolaise Retour sur le rapport 2019 de la BAD  P 11
--	--	---	--	---

Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

Focus sur Koffi Agbélenko
bénéficiaire du produit AGRISEF

Dans ce nouveau numéro de votre rubrique "Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI", votre Journal Togo Matin vous conduit à Atakpamé pour partager les témoignages d'un trentenaire, bénéficiaire du Produit "Accès des Agriculteurs aux Services Financiers" (AGRISEF) du FNFI.



Koffi Agbélenko

Nous sommes à COOPEC ILLEMA, une Institution de Microfinance partenaire du FNFI depuis 2014 basée dans la région des plateaux. C'est Mercredi, et c'est le jour des remboursements des crédits. Sur place, déjà à 7 h du matin, une foule innombrable de clients venus rembourser leurs crédits. Parmi eux beaucoup sont bénéficiaires des produits FNFI. Après quelques échanges à bâtons rompus avec certains d'entre eux, nous décidons de faire un focus sur Koffi Agbélenko bénéficiaire du Produit AGRISEF. La trentaine révolue,

notre interlocuteur nous avoue être un petit exploitant agricole retransché à Atakpamé depuis plusieurs années. Le métier d'agriculteur, il l'apprend de son papa qui avait coutume de dire que la terre ne trompe pas.

" J'ai à mon actif une superficie d'un hectare de superficie cultivable que m'a légué mon papa. Comme vous le savez, ici à Atakpamé, les cultures réussissent en fonction des sols. Et moi j'ai eu la grande chance que ma parcelle soit très bien fertile et me rapporte de très bons rendements. Alors depuis 2015, je cultive du maïs et un

peu de haricot. Très vite, j'ai eu l'ingénieuse idée de diversifier mes cultures en y intégrant les cultures comme le maïs, le fonio, le sorgho, le manioc, l'igname, la banane plantain...Mais je me suis retrouvé confronté aux problèmes financiers et dans l'incapacité de pouvoir acheter des semences et des intrants. C'est ainsi que j'ai décidé de me rapprocher de COOPEC ILLEMA, puise que j'ai appris qu'ils mettent en œuvre les produits FNFI sans épargne et sans dépôt initial. J'avoue qu'en y allant je n'avais pas très grade conviction car mes premières expériences auprès

des IMF classiques pour avoir le crédit s'étaient révélées vaines. Mais quelle ne fut pas ma grande surprise de savoir qu'avec le FNFI les choses nous étaient désormais simplifiées".

C'est donc au sortir de cette visite éclair dans cette Microfinance que notre interlocuteur revoit ses rêves reprendre corps et très vite il se remettra à l'œuvre pour mettre en place le groupement Egbé Gbami. Son groupe solidaire formé, il retourne auprès de son institution de microfinance.

" Une fois que nous avons constitué notre groupe solidaire, nous sommes retournés vers l'institution de microfinance qui nous a très vite mis en relation avec un Prestataire de Services Techniques qui a renforcé nos capacités en gestion de crédit et au bon remboursement des créances. Après toutes les étapes, j'ai obtenu une première tranche de 100.000 FCFA sensé me permettre de m'équiper en semences et en intrants agricoles. C'est depuis lors que j'ai pu diversifier mes cultures avec les produits que j'ai cité un peu plus haut. J'ai découpé ma parcelle en territoires et chaque territoire accueille une culture. Avec du fumier qui est un engrais traditionnel, j'avoue que mes cultures réussissent très bien. A la fin de chaque saison, je récolte en quantité du

maïs, le fonio, le sorgho, le manioc, l'igname, la banane plantain que je commercialise au grand marché d'Atakpamé et dans les petits marchés des villages environnants".

Depuis lors, le jeune trentenaire estime avoir trouvé son chemin, car selon lui, il s'épanouit dans la culture agricole. Pour lui, travailler la terre est bien plus qu'une passion, c'est un art et une véritable fusion de savoir-faire et de pragmatisme.

" Afin de maximiser mes recettes, je vends toutes mes récoltes aussi bien en gros qu'en détail. Les bénéfices que je dégage sur la vente en gros et ceux en détail me permettent de faire face à mes remboursements mensuels de crédits mais aussi de pouvoir constituer des épargnes personnelles dans une autre Institution de Microfinance. Comme vous le voyez, aujourd'hui, je suis venu solder la première tranche du crédit AGRISEF et solliciter la seconde tranche qui me permettra de pouvoir démarrer la transformation des céréales. Je compte donc me lancer dans la transformation du fonio en farine enrichie qui servira à faire de la bouillie pour la consommation. Je maintiens donc le cap sur mon autonomisation et épanouissement économique."

KD

DERNIERES HEURES

... les examens qui débutent normalement le 15 juillet prochain, le Syndicat national des enseignants du supérieur (Snes) et le Syndicat de l'enseignement supérieur du Togo (Sest) annoncent, dans un courrier adressé aux professeurs Komlan Dodji Kokoroko, président de l'université

de Lomé et Komlan Sanda, président de l'Université de Kara, « une grève qui va durer six (06) jours à compter du 15 juillet. Elle sera reconductible si aucune solution satisfaisante n'est trouvée. Il n'y aura pendant ces six jours ni TD, ni TP, ni cours, ni lancement des épreuves de devoir et examen. La grève concernera également la surveillance, les

corrections des copies, le traitement des notes, les délibérations et la publication des résultats (...) » ont-ils avisé. En choisissant l'option de la grève, les syndicalistes tentent visiblement de forcer la main au gouvernement avec qui la voie du dialogue n'a assurément rien donné : « Nous interpellons une fois encore le gouvernement pour

qu'une solution rapide et définitive soit trouvée à nos préoccupations » peut-on lire dans le courrier adressé par ces enseignants-chercheurs. Il y a de quoi s'inquiéter avec cette nouvelle grève qui se profile à l'horizon. Il va sans dire que si elle venait à arriver, les plus gros perdants seront les étudiants qui, au pire des cas, ne pourront pas

composer, et au meilleur des cas, devront le faire à une date ultérieure. Mais on n'en est pas encore là. La voie de la raison serait, pour tout le monde, d'espérer que les deux parties arrivent à trouver un terrain d'entente afin d'éviter des dommages collatéraux. La balle est dans le camp de chaque partie.

Augustin Akey (Stagiaire)

Braquages à répétition à Lomé
Le Gal. Yark Damehame appelle à une synergie entre les forces de sécurité et la population

Le général de brigade Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile lors d'une rencontre avec la presse mardi dernier à Lomé, s'est largement prononcé sur les cas de braquage à répétition qui ont cours ces derniers temps à Lomé.

Depuis quelques mois en effet, des individus possédant des armes de guerre et à dos de moto non immatriculées ou d'immatriculation étrangère, s'en prennent à des individus visiblement bien choisis et suivis pour leur arracher leurs biens. Rien que la semaine dernière, ce sont plusieurs millions de francs CFA qui ont été dérobés lors de deux braquages, l'un à l'université de Lomé et l'autre dans le quartier dénommé super Taco. S'il faut reprocher à ces compatriotes leur imprudence visant à circuler avec autant de liquidité, l'on ne peut en aucun cas

excuser ces actes de grand banditisme. Ces criminels doivent simplement être traqués, arrêtés et punis conformément à la loi. Malheureusement, les services placés sous la responsabilité du général Yark semblent pour l'instant un peu dépassés. Selon le ministre, le Togo enregistre depuis quelques temps six (6) cas de braquage par mois. Le tableau présenté révèle 45 braquages et 5 tentatives de braquages. Durant cette période, les braqueurs ont emporté au total 142 millions de FCFA. Toutefois, les forces de l'ordre et de sécurité ont réussi il y a quelques jours

à démanteler quelques réseaux criminels opérant sur le territoire national. Le ministre Yark rassure sur le fait que le gouvernement et particulièrement les services en charge de la Sécurité travaillent beaucoup en faveur de la population. Toutefois, il ressort des derniers événements intervenus surtout dans la capitale togolaise, Lomé, que le dispositif de sécurité a quelques failles mais aussi que la collaboration avec la population n'est pas vraiment effective. Le ministre pour faire face à la situation propose des pistes de solutions impliquant



Le général de brigade Yark Damehame

tant les forces de l'ordre que les populations. « Les policiers aux feux tricolores et sur les routes doivent être vigilants pour déceler toute situation suspecte », a-t-il déclaré. Les responsables de ces braquages savent en effet tromper la vigilance de tout le monde. C'est d'ailleurs

la raison pour laquelle la population ne peut pas rester en dehors de cette lutte. C'est pourquoi, conseille le général : « on doit tous travailler ensemble. Lorsque vous remarquez des faits suspects, alertez les forces de l'ordre ».

Edem Dadzie

Résultats des municipales
La Coalition des 14 en veut plus

Comme il fallait s'y attendre les partis de l'opposition togolaise commencent à exprimer leur insatisfaction par rapport aux résultats des élections municipales. Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson et ses collègues pensent que le score qu'ils ont obtenu n'est pas réel et qu'ils devaient obtenir plus.

Pour le regroupement dirigé par Mme Adjamagbo-Johnson, les résultats tels que proclamés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), ne reflètent pas la réalité du vote. Ils ont relevé ce qu'ils considèrent comme des anomalies dans le processus électoral. La C14 dit que le nombre de ses conseillers municipaux est 136 et non 131. Parmi les anomalies qu'elle touche aussi du doigt, figurent une mauvaise révision des

listes électorales, le manque de sensibilisation des populations au sujet des élections locales, les invalidations des listes de l'opposition dont 12 de la Coalition, le refus des accréditations à tous les observateurs nationaux. La Coalition fait aussi des allégations de fraudes, de bourrages d'urnes, des violences exercées sur des délégués envoyés dans des bureaux de vote de l'Ogou, Kpendjal, Tone et Zio. La C14 parle aussi d'achat des votes par la remise d'argent le jour du vote à des électeurs,

l'achat des membres des bureaux de vote. D'ailleurs la Coalition annonce avoir introduit un recours auprès de la Cour suprême. Elle assure posséder des preuves. Si tel est le cas, alors la Coalition mérite des félicitations, parce que pendant des années, l'on a contesté les élections allant même déposer des recours, mais sans véritables preuves. Cela a fait que personne n'y croit plus vraiment. Toutefois, le regroupement ne regrette



Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson

pas sa participation à ces élections. Après avoir exprimé ses griefs, la Coalition tire des leçons, ce qui est d'ailleurs préférable, en attendant que la Cour suprême infirme ou confirme ses accusations. Pour

madame Adjamagbo-Johnson, les militants de l'opposition ont voulu « signifier par les suffrages exprimés que l'unité d'action de l'opposition est une nécessité incontournable ».

E. Dadzie

Union Africaine

Pour avoir été l'un des tout premiers à avoir ratifié la Zleca, le Ghana abritera le siège

L'une des décisions du dernier sommet de l'UA de Niamey, dimanche 7 juillet dernier, a été de porter le siège de la Zleca au Ghana. Sans pour autant mettre un zoom sur ce pays dont les derniers rebonds en matière économique et politique ont nettement été améliorés, l'on se demande si le choix du Ghana ne serait pas une « récompense » pour avoir l'un des tout premiers pays à avoir ratifié ce projet ?

44 pays avaient signé le document sans l'avoir ratifié au sommet extraordinaire de l'Union africaine à Kigali, en mars 2018. Et le Ghana et le Kenya ont été les tout premiers pays en Afrique à avoir déposé leurs instruments de ratification, convaincus de l'importance de cette zone. Il y a donc 1 an, l'on était encore à 2 pays ayant ratifié le traité sur les 44 ayant signé le

traité. Une avancée a tatillon qui inquiétait encore les responsables de l'institution qui n'ont pas hésité à lancer un appel pressant aux 42 autres pays restant. Plusieurs pays ont emboité les pas au Ghana et au Kenya. Comme s'il était le plus attendu, le Nigéria avait fait douter plus d'un sur ses hésitations. Le sommet de Niamey aura donc le mérite d'avoir inscrit le

géant d'Afrique, bouclant ainsi une longue liste de pays ayant désormais signé et ratifié le traité. Le Ghana était en compétition avec 5 autres pays : Le Kenya, l'Egypte, le Madagascar, l'Ethiopie et l'Eswatinî. Mais après le désistement de certains pays, le Ghana a été choisi. Certes, la stabilité politique et économique du Ghana, les



Nana Akufo-Addo, président du Ghana

atouts juridiques et fiscaux permissives ont placé le pays en meilleure position que les autres, notamment le Kenya. Mais c'est beaucoup plus son profil de pays qui prône depuis longtemps les valeurs du « panafricanisme » qui aura joué en sa faveur. De plus, le soutien des pays de l'Afrique de l'ouest,

notamment de la Cedeao a été d'un grand poids. Mais rien n'aurait plus joué en faveur du Ghana s'il n'avait pas été l'un des tout premiers pays à avoir placé sa confiance en ce projet et le ratifiant déjà en mai 2018 avec le Kenya.

Alexandre Wémima

UE-G5 Sahel

138 millions d'euros supplémentaires pour appuyer le G5 Sahel

En visite à Ouagadougou, mardi 9 juillet 2019, lors de la 5ème réunion interministérielle des diplomates des pays membres du G5 Sahel, la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères a annoncé une aide additionnelle de 138 millions d'euros pour la force conjointe. Une bouffée d'oxygène pour ce groupe dont les fonds jusque-là mobilisés restent insuffisants pour démarrer la phase opérationnelle proprement dite.



Le logo du G5 Sahel

Pour Federica Mogherini, Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères, la nouvelle aide s'ajoutera au financement déjà annoncé, quelques mois plus tôt, par l'institution en faveur de l'organisation. Elle permettra de financer le déploiement de la force conjointe du G5 Sahel « y compris sa composante police ».

« Nous avons décidé de consolider le partenariat sur la base des priorités suivantes : l'appropriation par les cinq pays du G5 Sahel notamment à travers une coordination renforcée par le Secrétariat Permanent, la définition d'un cadre d'action intégré en matière de sécurité et de développement et l'identification de zones prioritaires sur lesquelles

seront concentrés les efforts des parties », a-t-elle expliqué. Cette annonce faite, à la 5ème réunion interministérielle des ministres des Affaires étrangères des pays membres du G5 Sahel parachève une série de mesures prises conjointement par l'UE et les membres du G5.

Les 2 parties ont convenu, en effet, d'innover dans les modalités de mise en œuvre de l'aide, tant dans le domaine de l'appui à la Force conjointe que dans les actions de développement pour répondre rapidement aux attentes de la population. Afin de lutter contre les exactions commises par les groupes d'autodéfense et prévenir toute escalade de la violence, les participants à cette cinquième réunion soulignent

l'urgence de procéder au démantèlement des milices dans le cadre des réformes du secteur de la sécurité.

Créé en 2014, le G5 Sahel qui vise à mutualiser les efforts du Mali, du Tchad, du Burkina Faso, du Niger et de la Mauritanie pour combattre le terrorisme et l'insécurité dans la région a vu son déploiement être retardé, en raison d'un déficit des ressources financières nécessaires pour son opérationnalisation. En décembre dernier, les bailleurs de fonds avaient promis un financement de plus de 2 milliards \$ en faveur de l'organisation, essentiellement pour la mise en œuvre de son programme d'investissements prioritaires.

T.M.

Bénin / Crise post-électorale

L'Eglise poursuit sa médiation

Face à la crise post-électorale, l'Église catholique a proposé et entamé une médiation entre l'opposition et le pouvoir. Commencée depuis le 3 juin, elle se poursuit. Toute la journée de lundi, le clergé béninois a organisé une série de rencontres.

L'Église a reçu lundi au siège de la conférence épiscopale à Cotonou, l'opposition, les républicains et le progressistes, les deux blocs proches du pouvoir et qui ont été les seuls autorisés à participer aux législatives, la société civile et une association d'anciennes personnalités politiques. Des entretiens menés séparément.

Première à être reçue, la plateforme de l'opposition, composée d'une quinzaine de personnes dont Candide Azanai, Éric Houndété, Nourénou Atchade, les grandes voix de la résistance. L'opposition a

reçus séparément.

« Nous n'avons pas violé de texte pour être là et le processus électoral s'est achevé », ont-ils expliqué avant de rappeler que la Constitution béninoise ne prévoit aucune procédure de dissolution de l'Assemblée. Aucun d'eux n'aurait prononcé le mot « crise », rapportent des confidences.

Les échanges avec la société civile ont suivi. Elles réclament de la souplesse des deux côtés. Enfin, les OSC (organisations de la société civile) proposent d'impliquer un ou deux ambassadeurs de la paix,



Un Eveque et Patrice Talon

fait son récit de la situation et insisté sur ses exigences, à savoir, la dissolution de Parlement et la reprise du vote. Selon nos informations, les républicains et les progressistes, les deux partis du camp Talon qui occupent les 83 sièges du parlement contesté, ont demandé à être

choisis au sein des Écureuils, l'équipe nationale de football, auteur d'exploits à la CAN.

Prochaine étape, une rencontre, entre le clergé et Patrice Talon. Une demande d'audience a été envoyée au cabinet du chef de l'État, il y a une dizaine de jours.

T.M. et Rfi.fr

Mise en œuvre du Mutaa

Les ambitions de Faure Gnassingbé se précisent

Le Champion du Marché unique de transport aérien en Afrique (Mutaa) ne se donne pas du tout du repos. Faure Gnassingbé met tout en œuvre pour réaliser ce projet. Ce Marché est très important pour le continent.

Le Marché unique de transport aérien en Afrique est l'un des projets phares de l'agenda 2063 de l'Union africaine. L'Afrique est devenue ces dernières années le continent de plusieurs opportunités. La mise en place de ce marché permettra aux Africains eux-mêmes de profiter de cette expansion. Le Marché unique de transport aérien en Afrique est un véritable tremplin pour les

compagnies africaines. Il leur permettra d'avoir une place de premier choix sur le continent. En adhérant au Mutaa, les membres pourront bénéficier de la réduction des coûts et éviter les obstacles réglementaires à l'interconnexion des villes africaines. Au-delà de cela on peut citer les emplois que ce Marché créera sur le continent. En mars dernier 26 pays ont signé

les textes réglementaires pour le Mutaa. Ce qui représente une population de plus de 600 millions d'habitants. Ces pays membres enregistrent un trafic important sur le continent. Beaucoup d'étrangers les visitent chaque jour. Cela représente une part importante de profits pour le continent. Des milliers d'emplois pourraient être créés sur le continent dans les



Faure Gnassingbé

secteurs de l'aviation, du tourisme et de l'économie avec la mise en œuvre effective du Mutaa. Le Marché va contribuer à la croissance des PIB des pays membres.

Les autorités chargées de la mise en place du Mutaa veulent toucher 40 membres à la fin de cette année et 55 membres d'ici à 2021.

Félix T.

Energie

La SFI s'engage pour le développement des centrales solaires

En marge de sa visite mardi 9 juillet chez le président de la République togolaise Faure Gnassingbé, le vice-président Afrique de la Société financière internationale (SFI) Sergio Pimenta a signé un accord avec le gouvernement togolais. Cet accord qui vise le développement de l'énergie solaire permettra d'accompagner la stratégie d'électrification du pays.



Une installation de panneaux solaires

L'accès à l'électricité des populations togolaises est important pour le développement du pays. Le Togo regorge de biens de ressources en ce qui concerne l'énergie solaire. Ces ressources ne sont pas totalement exploitées. Pour accompagner le pays à

atteindre ses objectifs et à accompagner sa stratégie d'électrification, la Société financière internationale a signé avec le Togo un contrat de service en transaction pour le développement des centrales solaires. Cet accord s'inscrit dans le cadre du programme

Scaling Solar de la Société. Le contrat vise le déploiement de 90 MW de production d'électricité à partir de l'énergie solaire. Selon Sergio Pimenta, le vice-président Afrique de la SFI, il permettra d'« apporter une solution d'énergie renouvelable pour le Togo ». Le projet sera financé par la SFI.

Ce nouveau contrat pour le déploiement de l'énergie solaire au Togo fait partie des nombreux projets que mène la Société financière internationale sur le territoire togolais. Le portefeuille de la SFI au Togo s'élève à peu près à 325 millions de dollars. L'organisation veut

renforcer sa coopération avec le Togo et mieux accompagner le secteur privé en ouvrant un bureau à Lomé. « Nous allons ouvrir un bureau à Lomé de manière à avoir une présence sur place et un contact plus étroit avec les entreprises locales. Ceci permettra d'aider les autorités à atteindre les objectifs du pays », a déclaré Sergio Pimenta à sa sortie d'audience avec le chef de l'Etat. La Société financière internationale va renforcer sa présence au Togo dans divers secteurs à l'instar de l'énergie, l'économie numérique, l'agriculture et dans bien d'autres secteurs. Soutenir le développement des entreprises du secteur privé togolais afin de créer des emplois et des activités économiques, est également une des préoccupations de la SFI. L'appui de la SFI au Togo vient à point nommé à ce moment où le pays cherche des partenaires sûrs pouvant l'accompagner à mettre en œuvre le Plan national de développement (PND 2018-2022).

Félix Tagba

CORIS EPARGNE KID

**+ 4,5% D'INTÉRÊT
2,5% DE BONUS SUR INTÉRÊT
2 FOIS L'AN***

DÉPÔT MINIMUM
5 000^{FCFA}



La Banque Autrement
www.corisbank.tg



*Offre soumise à conditions

Françoise GNOFAM en croisière pour le bien-être de la Femme et de l'enfant déshérité

Directrice de l'ONG PAFED, le programme d'appui à la Femme et à l'enfance déshéritée, Françoise GNOFAM fait partie des femmes fortes qui font la fierté du Togo, prêtes à aller au bout du monde pour la défense des droits humains. Portrait de cette dame de cœur en croisière pour la cause des femmes et des jeunes filles dans la région centrale.



Françoise GNOFAM

Sociologue de formation, Françoise Gnofam a fait le choix de défendre les autres. Sacrifier sa vie de famille pour rendre heureux d'autres personnes, un choix pas si simple, pourtant c'est ce qu'elle a fait en décidant de

vivre à des kilomètres de sa famille.

Très tôt éprise de justice et de développement social Françoise choisit après son Baccalauréat de faire de la Sociologie rurale. « Je suis allé en faculté de sociologie

et plus spécifiquement en sociologie rurale, parce que je voulais travailler avec les communautés à la base. Etudiante, les problèmes que vivent les femmes et les enfants en milieu rural m'interpellaient, notamment les violences subies par les enfants et les femmes. Je me suis assignée pour mission d'entreprendre des actions pour les défendre. C'est ainsi qu'avec des amis, nous avons créé le PAFED », raconte-t-elle avec passion.

Convaincue qu'un enfant est un adulte en devenir et que la personnalité d'un Homme se construit très tôt, Françoise à travers le PAFED s'attèle entre autres à donner de l'amour aux enfants, à les éduquer, à leur montrer la voie, à vouloir en faire autant que possible les Hommes de demain. « Nous avons un centre d'éveil de la promotion de la petite enfance. C'est un domaine qui nous tient vraiment à cœur. Il faut que les parents comprennent que les enfants dès bas-âge doivent apprendre des choses qui plus tard leur seront utiles plus tard », explique-t-elle.

L'ONG œuvre également dans la prévention des maladies, notamment les Maladies sexuellement transmissibles et le VIH Sida.

Persévérante et dynamique, Mme GNOFAM est également décidée à éradiquer la pauvreté de la région centrale à travers l'autonomisation économique des femmes. « Nous appuyons dans toute la préfecture de Tchaoudjo des activités génératrices de revenus de femmes ou groupements de femmes à travers des

mécanismes d'épargne-crédit », déclare-t-elle.

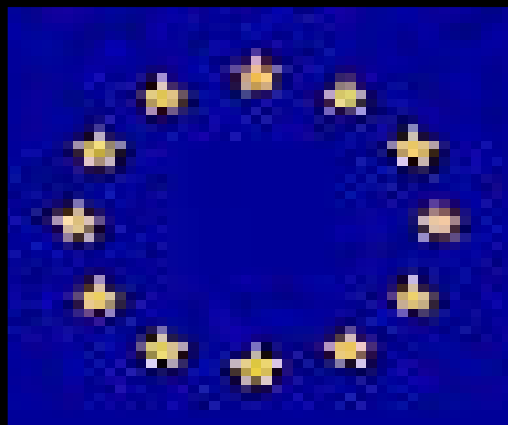
En outre, plusieurs projets sont menés à l'endroit des jeunes filles et de l'enfant. Des projets sur l'équité genre, l'éducation sexuelle en milieu scolaire, des projets pour encourager la scolarisation des filles et le respect de la dignité de l'enfant. « Nous avons mené assez de projets avec Plan Togo et d'autres partenaires. Depuis trois ans nous sommes sur un projet dénommé « Education sensible au genre et sans violence », qui prend en compte toute la préfecture de Tchaoudjo et quatre cantons de Tchamba. Nos agents de terrain appuient les écoles à élaborer des codes de discipline positive. Ce sont des disciplines qui enseignent le respect de la dignité de l'enfant. Nous aidons également les communautés à élaborer des chartes communautaires pour la protection des enfants contre les violences ».

Ne pas se taire, ni rester insensible face aux souffrances des autres, mais poser des actes concrets pour aider les plus vulnérables, c'est ce que fait Françoise au quotidien.

Le viol, les mariages précoces et forcés des jeunes filles, la déscolarisation, les grossesses en milieu scolaire, l'excision.... Les défis de Mme Mayi Françoise GNOFAM sont nombreux, pourtant cette femme de poigne ne baisse pas les bras. Elle continue son combat quotidien. Fièvre chandelle à elle !

Edem PEDANOU

La clause de non-responsabilité : Ce projet a été réalisé avec le soutien financier de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Pro-CEMA (ICE) et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne.



Commérages

1

Les deux hommes les plus idiots du monde

Un voleur entre dans une boutique et pointe son fusil sur le Boutiquier et dit:
-"donne moi tous l'argent sinon je te tire une balle dans la tête."
Boutiquier: - "tu pense me faire peur avec un jouer ?"
Voleur: - "non c'est un vrai fusil je te le jure."
boutiquier: - "Amènes je vais vérifier."
Le voleur lui remet le fusil, le Boutiquier prend le fusil, le contrôle
et constate que c'est un vrai pistolet et le remet au voleur puis
sort tout son argent et le remet au voleur
Entre le voleur et le Boutiquier qui des deux est le plus bête ?

2

Il y a Un gars qui n'a pas Manger depuis trois jours. Il va aux toilettes pour chier, Dès qu'il pousse, une voix lui dit dans son ventre: "votre caca est insuffisant pour effectuer cette opération, veuillez recharger votre ventre". Merci

3

Nous Perdons Lentement Notre Culture Hein... Je Viens De Voir Un Gars Se Laver Les Mains Après Avoir Mangé Des Beignets Au Lieu De Frotter L'huile Sur Sa Tête

4

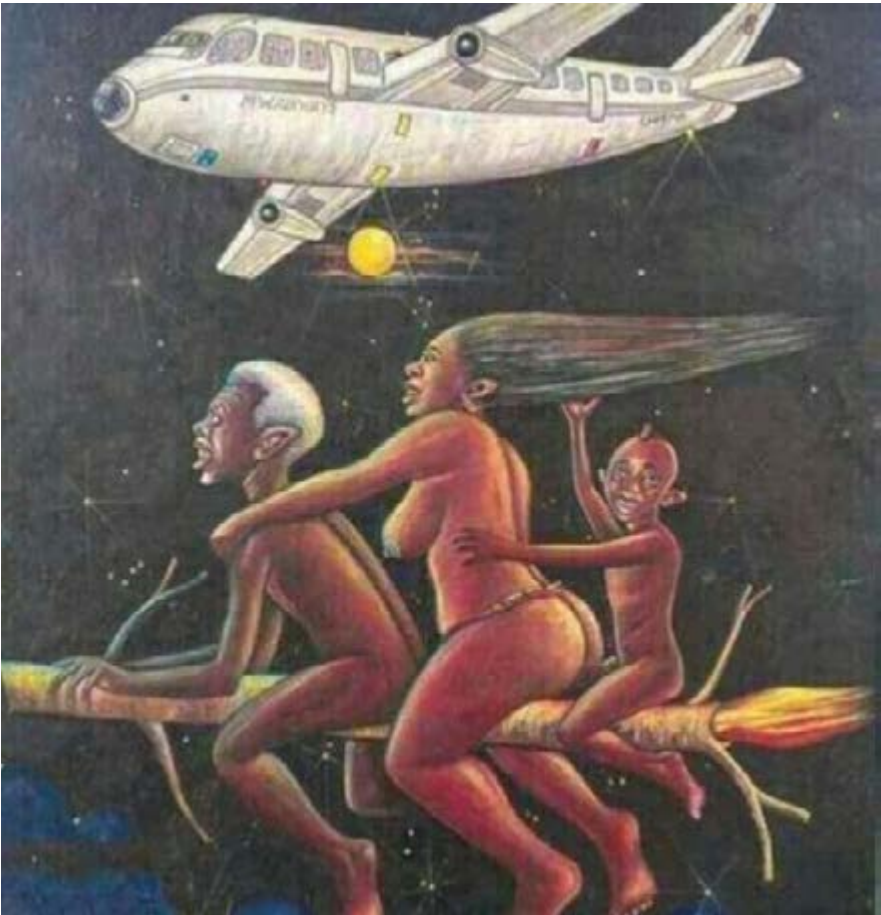


Quand tu es le plus vilain du quartier, c'est ton nom on prend pour effrayer les enfants

5

Quand ta copine vient chez toi et que tu regarde son journal d'appels, tu constates :0 appel reçu,0 appel émis ,0 appel en absence et sa messagerie est vide, ...mon ami il faut abandonner cette relation en même temps ; sinon son infidélité risque de t'envoyer au cimetière

Photo du jour



Légendez et commentez l'image ci-dessus

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 7919
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél : 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél : 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél : 22 71 49 70

Citations du jour

"L'accoutumance ainsi nous rend tout familier;
Ce qui nous paraissait terrible et singulier
S'apprivoise avec notre vue (...)"

LA FONTAINE, Fables, IV, 10

"La jeunesse change ses goûts par l'ardeur du sang, et la vieillesse conserve les siens par l'accoutumance"
LA ROCHEFOUCAULD, Maximes, 109.

"Il y a certainement une accoutumance au malheur, un endurcissement ou mieux : l'habitude du retrait, certaine faculté de repliement, par quoi les natures non épanouies n'offrent aux coups du sort presque plus de surface sensible"

GIDE, Journal, 7 nov. 1915

"J'aime fort la liberté et le libertinage de votre vie et de vos repas, et qu'un coup de marteau ne soit pas votre maître"
Mme DE SEVIGNE, 1200, 25 juil. 1689.

"La plupart des jeunes gens croient aujourd'hui se distinguer en prenant un air de libertinage qui les décrie auprès des personnes raisonnables. C'est un air qui ne prouve pas la supériorité de l'esprit, mais le dérèglement du cœur"

SAINTE-BEUVE, Causeries du lundi, 9 juin 1851

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919
COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél : 22 40 04 99

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Edem Kodjo

Une autre victime des « fake news »

Qui faut-il accuser ? Les nouvelles technologies d'informations et de la communication ou les réseaux sociaux ? Bon nombre d'écrivains à l'instar de feu Bernard Dadié, du Nigérian Wole Soyinka ont déjà été victimes des réseaux sociaux (Whatsapp, Facebook). Il faut croire que chacun a son tour chez le coiffeur. Eh oui, cela n'arrive pas qu'aux autres. Edem Kodjo est la cible du moment. En effet, une rumeur a circulé sur les réseaux sociaux disant qu'Edem Kodjo, homme politique et diplomate d'envergure internationale, est décédé. Cependant, sa fondation a fini par réagir en démentant cette information.



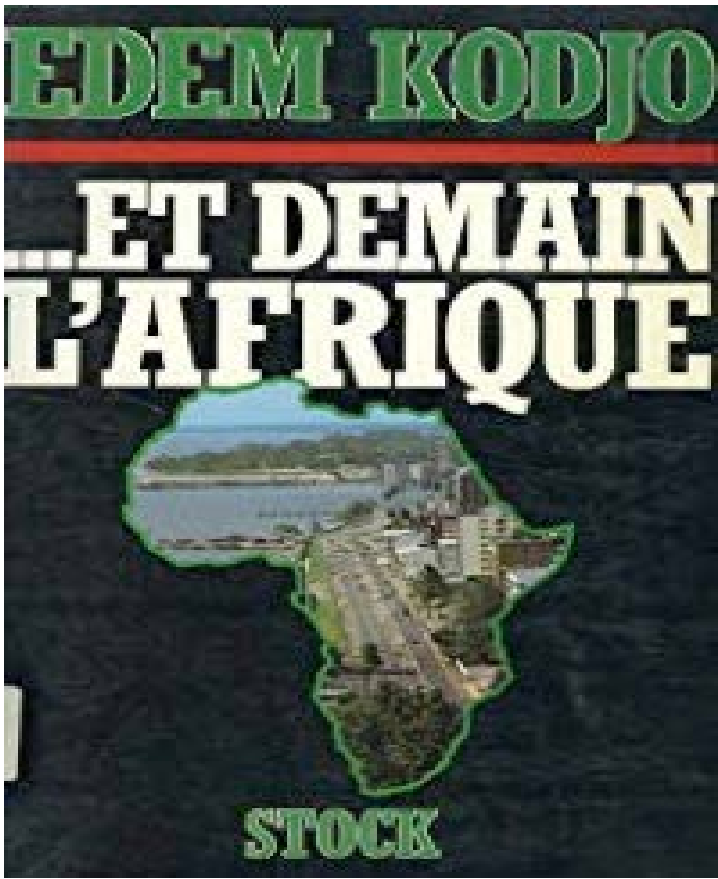
Edem Kodjo

Les fausses informations ou encore les « Fake news » circulent en boucle sur les réseaux sociaux au point d'induire même les médias en erreur. Par ailleurs, selon les informations du journal Jeune Afrique paru dans la semaine du 10 juin 2019, l'ex-Premier ministre aurait été hospitalisé en France à la suite d'un AVC survenu au début de mai à son domicile de Lomé. Quant aux informations

concernant son décès, la réaction de sa fondation Pax Africana a permis de couper court à la rumeur qui continuait de tourner. D'après Pax Africana, le Grand prix littéraire d'Afrique Noire est bien vivant. « Une source malveillante a fait circuler un fake news annonçant le décès d'Edem Kodjo, ancien secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), ancien Premier ministre du Togo et président de

Pax Africana. M. Edem Kodjo est bien en vie et n'est nullement à l'article de la mort », a démenti la fondation.

Ce poids lourd de la littérature togolaise Figure intellectuelle, homme politique et des belles lettres, Edem Kodjo suscite à la fois admiration et aversion. Néanmoins, il fait partie des rares personnalités à être à la fois un politique et un littéraire. Edem Kodjo



Œuvre d'Edem kodjo

se fit connaître dans le monde littéraire grâce à son retentissant essai « ...Et demain l'Afrique » (Ed. Stock, Paris, 1985). A l'époque livre de chevet de nombreux intellectuels africains qui commencèrent à s'inquiéter du mal développement de l'Afrique. La Camerounaise Axelle Kabou a notamment cité abondamment Edem Kodjo dans son pessimiste essai « Et si l'Afrique refusait le développement ? » (Harmattan, Paris, 1991). Six ans plus tard, Edem Kodjo publie le non moins impressionnant « L'Occident du déclin au défi » (Ed. Stock, Paris 1991). En outre, l'écrivain publie en 2004, un roman intitulé « Au commencement était

le glaive ». Edem Kodjo a également publié un ouvrage intitulé « Lettre ouverte à l'Afrique » qu'il qualifie d'un « grand cri nègre ». Son ouvrage « ...Et demain l'Afrique » (Ed. Stock, Paris 1985) a été sacré le « Grand prix littéraire d'Afrique noire, 1985 ». A l'état civil Edouard Kodjovi Kodjo, Edem Kodjo est né le 23 mai 1938 à Sokodé, au Togo. Kodjovi Kodjo est une personnalité politique togolaise. Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) de 1978 à 1983, il fut Premier ministre du Togo à deux reprises, du 23 avril 1994 au 20 août 1996, puis du 9 juin 2005 au 20 septembre 2006.

Nadia Edodji

Lire

« Contes à Ninon » d'Émile Zola. Ed Beq, Collection À tous les vents. Pp 19-21

« ...Il y avait autrefois, – écoute bien, Ninon, je tiens ce récit d'un vieux pâtre, il y avait autrefois, dans une île que la mer a depuis longtemps engloutie, un roi et une reine qui avaient un fils. Le roi était un grand roi : son verre était le plus profond de son empire ; son épée, la plus lourde ; il tuait et buvait royalement. La reine était une belle reine : elle usait tant de

fard qu'elle n'avait guère plus de quarante ans. Le fils était un niais. Mais un niais de la plus grosse espèce, disaient les gens d'esprit du royaume. À seize ans, il fut emmené en guerre par le roi : il s'agissait d'exterminer certaine nation voisine qui avait le grand tort de posséder un territoire. Simplicite se comporta comme un sot : il sauva du carnage deux douzaines de femmes et trois douzaines et demie d'enfants ; il faillit pleurer à chaque coup d'épée qu'il donna ; enfin la vue du champ de bataille, souillé de sang et encombré de

cadavres, lui mit une telle pitié au cœur, qu'il n'en mangea pas de trois jours. C'était un grand sot, Ninon, comme tu vois. À dix-sept ans, il dut assister à un festin donné par son père à tous les grands gosiers du royaume. Là encore il commit sottise sur sottise. Il se contenta de quelques bouchées, parlant peu, ne jurant point. Son verre risquant de rester toujours plein devant lui, le roi, pour sauvegarder la dignité de la famille, se vit forcé de le vider de temps à autre en cachette. À dix-huit ans, comme le poil lui poussait au

menton, il fut remarqué par une dame d'honneur de la reine. Les dames d'honneur sont terribles, Ninon. La nôtre ne voulait rien moins que se faire embrasser par le jeune prince. Le pauvre enfant n'y songeait guère ; il tremblait fort, lorsqu'elle lui adressait la parole, et se sauvait, dès qu'il apercevait le bord de ses jupes dans les jardins. Son père, qui était un bon père, voyait tout et riait dans sa barbe. Mais, comme la dame courait plus fort et que le baiser n'arrivait pas, il rougit d'avoir un tel fils, et donna lui-même le baiser

demandé, toujours pour sauvegarder la dignité de sa race. Ah ! le petit imbécile ! disait ce grand roi qui avait de l'esprit. Ce fut à vingt ans que Simplicite devint complètement idiot. Il rencontra une forêt et tomba amoureux. Dans ces temps anciens, on n'embellissait point encore les arbres à coups de ciseaux, et la mode n'était pas de semer le gazon ni de sabler les allées. Les branches poussaient comme elles l'entendaient ; Dieu seul se chargeait de modérer les ronces et de ménager les sentiers... »

Bien-être

Le sport ne fait pas toujours perdre du poids

Le sport est recommandé pour garder la ligne et une bonne santé. Il a cette particularité d'aider à brûler les calories, donc les graisses. Cela signifie qu'on peut perdre du poids en faisant du sport. Toutefois, le sport à lui seul ne suffit pas.

Les personnes qui espèrent perdre du poids en se concentrant uniquement sur l'exercice physique sont souvent déçues. D'après une nouvelle étude, le seul moyen efficace pour retrouver la ligne implique à la fois de l'activité physique et une alimentation équilibrée. En temps normal, l'activité physique devrait suffire. L'activité physique permet en effet d'utiliser nos réserves d'énergies internes. Mais les métabolismes humains ne sont pas justes et logiques. De nombreuses études ont prouvé que la plupart des personnes qui commencent une nouvelle routine d'exercice ne perdent que 30 à 40%

du poids qu'ils pensaient pouvoir perdre. Jusqu'à présent les chercheurs n'ont pas établi la raison réelle pour laquelle nous compensons aussi mal l'effet bénéfique du sport. Dans l'une des études publiée par l'American journal of clinical nutrition, des chercheurs américains ont demandé à un grand groupe de personnes inactives de pratiquer de l'exercice. L'équipe a recruté 171 hommes et femmes sédentaires, en surpoids, âgés de 18 à 65 ans. Ils ont ensuite enregistré les données concernant leur poids, leur métabolisme au repos, leur niveau de faim, leur forme aérobique (qui augmente la consommation d'oxygène),



Une jeune femme au sport

leur apport alimentaire quotidien et leur dépense énergétique. Les volontaires ont ensuite été assignés au hasard dans trois groupes : un groupe témoin, un groupe pratiquant des exercices supervisés pour brûler environ 700 calories par semaine et un autre groupe

pour perdre environ 1760 calories par semaine. Les volontaires pouvaient manger comme bon leur semblait. Au bout de six mois, ils sont tous retournés au laboratoire pour mettre à jour leurs données. Comme prévu, les personnes du groupe

témoin n'ont pas changé de poids ni de métabolisme au repos. Parmi ceux des groupes sportifs, seuls quelques-uns ont perdu les kilos espérés. Deux tiers de ceux du groupe à 700 calories et 90% de ceux du groupe à 1760 calories, étaient déçus car n'ayant pas perdu le poids prévu. Ils avaient compensé leur dépense calorique supplémentaire. Une seule conclusion s'impose : les personnes qui faisaient de l'exercice mangeaient plus. Les calories supplémentaires étaient faibles, mais suffisantes pour réduire la perte de poids. Seuls les sportifs qui ont évité de trop grignoter et de craquer pour de la malbouffe ont perdu du poids. Les sport reste donc un bon outil pour retrouver la ligne, mais uniquement s'il est accompagné d'une alimentation équilibrée. E. Dadzie Source : santé-magazine

Diabète

Comment repérer et prendre en charge une hypoglycémie ?

En cas de diabète, l'on pense la plupart du temps à l'hyperglycémie, c'est-à-dire le taux élevé de sucre dans le sang. Or l'inverse qui est l'hypoglycémie est aussi possible. Stéphane Besançon, nutritionniste, explique aux patients et à leurs proches comment repérer une hypoglycémie et la prendre en charge de façon autonome.

Les signes de l'hypoglycémie

Troubles du comportement Faim Sueurs Tremblements Troubles de la vue Vertiges

L'on parle d'hypoglycémie lorsque la quantité de sucre qui circule dans le sang est trop basse. Dans ce cas, la glycémie qui correspond au taux de sucre dans le sang, est inférieure à 0,5 g/l. Cela peut paraître en effet paradoxal d'entendre parler d'hypoglycémie et diabète alors que cette maladie se définit par un excès de sucre dans

le sang. Toutefois, chez une personne atteinte de diabète, différentes raisons peuvent entraîner une baisse de la quantité de sucre dans le sang et donc une hypoglycémie. Un apport en glucides insuffisant dans le repas consommé, un stress psychologique et physique peuvent en être les causes. Une erreur dans la prise du médicament antidiabétique

que ce soit l'insuline ou un antidiabétique oral, une activité physique plus longue ou plus intense qu'à l'habitude peuvent également causer une hypoglycémie. Attention enfin à la consommation d'alcool à jeun, car l'alcool a un effet hypoglycémiant. D'ailleurs, les personnes souffrant des Maladies

non transmissibles (MNT) comme le diabète et l'hypertension artérielle, doivent tout simplement dire adieu à l'alcool. Vouloir jouer la carte de la modération dans une telle situation, c'est prendre des risques inutiles. Comment repérer une hypoglycémie ? Les signes de l'hypoglycémie sont assez faciles à reconnaître car très visibles. La personne transpire fortement tout en présentant des maux de tête importants, des tremblements, une vision qui se trouble avec une forte sensation de faim. Si l'hypoglycémie s'aggrave, la personne en plus des symptômes précédents peut avoir des troubles du comportement en devenant très agressive et enfin peut perdre connaissance et tomber dans le coma. Que faire en cas d'hypoglycémie ? En premier lieu, les patients diabétiques doivent toujours avoir sur eux des carreaux de sucre, des bonbons sucrés ou des boissons sucrées. Les conséquences de

l'hypoglycémie peuvent être graves allant jusqu'au coma ou même la mort. Il est donc indispensable de réagir dès le démarrage des premiers symptômes. Dès que les symptômes apparaissent, la personne diabétique doit au choix prendre immédiatement 3 cuillères à café de sucre dans de l'eau ou manger 3 morceaux de sucre, boire une boisson sucrée, manger des bonbons sucrés, ou prendre 2 cuillères de miel après la compensation de la phase aigüe de l'hypoglycémie. Il faut prendre rapidement un repas équilibré. Si ce repas est prévu plus d'une heure après, il faut prendre une collation contenant au moins 15 g de glucides et une source de protéines (cela correspond par exemple à une tranche de pain avec 30 g de fromage). Enfin, il est important de rapporter tous les événements d'hypoglycémie à votre médecin pour tenter de réajuster la prise en charge de votre diabète. Edem Dadzie Source : Stéphane Besançon, nutritionniste

Les bonnes perspectives de l'économie togolaise

Retour sur le rapport 2019 de la BAD

Selon le rapport 2019 de la Banque africaine de développement (BAD), les perspectives économiques en Afrique 2019, s'améliorent peu à peu. Dans son rapport la BAD a également donné sa lecture sur le cas du Togo. TogoMatin vous propose dans cet article une analyse du document.



Perspectives économiques du Togo

Selon le Conseil national du crédit (CNC), la croissance économique du Togo est estimée à 4,5% pour 2017 contre 5% en 2016. Projetée à 5% pour 2018, elle pourrait atteindre 5,3 % en 2019, à condition que les précipitations restent favorables. L'agriculture demeure le fondement de l'économie togolaise, avec une contribution de 1,7 point de pourcentage à la croissance en 2017. Entre 2018 et 2019, le secteur tertiaire devrait bénéficier de la capacité du port de Lomé étendue grâce à l'installation d'équipements modernes de transbordement. Une recrudescence des protestations politiques

qui ralentissent l'activité économique depuis août 2017 pourrait entraîner une révision à la baisse de la croissance estimée pour 2017 et projetée pour 2018 et 2019.

P e r f o r m a n c e s macroéconomiques du Togo Selon le rapport de la Banque africaine de développement, l'impact négatif de la crise politique de 2017 et de l'ajustement budgétaire sévère exigé par la réduction du ratio dette/ PIB (de 82 % en 2016 à un objectif de 70 % en 2019) a limité la croissance du PIB réel à environ 4,7 % en 2018. La croissance du secteur primaire était estimée à 5,1 %, tirée par l'agriculture (5,1 %) et la pêche (6,2 %).

La croissance du secteur secondaire a été plus modérée qu'en 2017 en raison de la performance moindre de l'industrie manufacturière. La situation politique freine également la croissance du secteur tertiaire, estimée à 4,4 % en 2018, contre 7,9 % en 2017. Concernant la demande, la croissance économique a été tirée par la formation brute de capital fixe qui a contribué pour 3,8 % à la croissance, et par la consommation finale. La demande intérieure plus forte s'est traduite par des exportations nettes négatives. Après avoir culminé à 9,6 % du PIB en 2016, le déficit budgétaire a été ramené à 2,1 % en 2017 pour remonter à un taux

estimé à 6,7 % en 2018. L'inflation était négative en 2017 et est restée faible en 2018, estimée à 0,4 %. La croissance du PIB réel devrait atteindre 5,0 % en 2019 et 5,3 % en 2020, dans l'hypothèse d'une résolution de la crise politique et d'un rétablissement des investissements publics et privés. L'inflation devrait se maintenir à 1,2 % en 2019 et à 2,0 % en 2020. Parallèlement à la reprise attendue de l'activité économique et des dépenses d'investissement, le déficit budgétaire devrait s'améliorer et s'établir à 1,6 % du PIB en 2019. Le déficit de la balance courante devrait également se réduire, passant d'environ 7,9 % du PIB en 2018 à 6,8 % en 2019, grâce à la vigueur des exportations (phosphates, clinker et coton).

Perspectives économique du Togo : facteurs positifs et négatifs

Les pouvoirs publics ont orienté leurs principales interventions vers les secteurs agricoles et énergétique et les finances publiques. Dans le secteur agricole, les principales interventions consistent à développer des agropoles et à mettre en place un Mécanisme incitatif de financement agricole. Dans le secteur de l'énergie, les autorités ont finalisé la stratégie d'accès universel à l'énergie d'ici à 2025. Enfin, en matière de finances publiques, les autorités ont continué de mobiliser les recettes : elles ont renforcé

les autorités fiscales, supprimé certaines exonérations fiscales et rationalisé les processus de passation des marchés. Un nouveau Plan national de développement (PND/ 2018-2022) a été adopté en août 2018 (et officiellement lancé en mars 2019). Le Togo participe activement aux efforts d'intégration régionale et de facilitation des échanges en cours au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et de la Communauté des États sahélo-sahariens. Le pays applique le tarif extérieur commun de l'Uemoa et de la Cedeao depuis le 1er janvier 2015. Au sein de la Cedeao, le Togo affiche un indice d'intégration régionale élevé en matière de protection de l'environnement, d'infrastructures régionales, de libre circulation des personnes et d'intégration financière et macroéconomique. Le port de Lomé est une infrastructure majeure pour le commerce régional, en particulier pour le transit vers les pays voisins enclavés, mais également pour certains pays côtiers : 40% des marchandises importées par ce port sont en transit ou destinées à être réexportées vers d'autres pays de la région. Les échanges intra-Uemoa ont représenté 52% des exportations togolaises en 2016.

Attipoe Edem Kodjo

ACHETEZ & LISEZ désormais

togomatin

sur

www.monkiosk.com

ou

sur le portail

www.alome.com

RIDUTO®

RIZ DU TOGO



Le choix de la qualité et du bon goût

05 BP 328 Lomé -Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : info.riztogo@gmail.com

RIDUTO & RIDUTO RIZ sont des marques déposées